



Direction
Référence : EAU-AUT-15-0440-R24.1
Dossier suivi par : Unité Autorisations - LCO
Tel.: 24750 - 920 (08:30 - 11:30)
Email : autorisations@eau.etat.lu

Capriso S.C.
8, rue de l'école
L-5414 Canach

Esch-sur-Alzette, le 22 JUL. 2025

Lettre de finalisation

Objet	Renouvellement de l'autorisation EAU-AUT-15-0440 concernant la mise en conformité d'un puits à Canach
Localité(s)	Canach
Commune(s)	Lenningen

Madame, Monsieur,

Par la présente je vous envoie la décision ministérielle. Veuillez noter qu'en date de ce jour une copie de la décision ministérielle a été transmise à l'Administration communale de Lenningen afin de procéder à l'apposé du certificat prévu à l'article 24, §2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Pour l'Unité Autorisations

Annexe :

- Décision ministérielle
- Documents vérifiés



Décision n° EAU-AUT-15-0440-R24.1

Le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la décision n° EAU/AUT/15/0440 délivrée par la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau en date du 2 novembre 2022 ;

Vu la demande du 22 octobre 2024 présentée par EN Geo Consult S. à r.l., mandatée par Capriso S.C. aux fins d'obtenir un renouvellement de la décision précitée ;

Considérant que le forage du requérant est existant et que la profondeur actuelle du forage est de 70 m ;

Considérant la visite du forage de Monsieur Capriso par les agents de l'Administration de la gestion de l'eau en date du 1^{er} octobre 2020 ;

Considérant les incertitudes relatives à l'impact des prélèvements dans le forage du requérant sur les eaux souterraines et les eaux de surface dans la région de Canach ;

Considérant que les données pour la réalisation des travaux n'ont pas changé entretemps ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

Art. 1^{er} : Objet et emplacement

La mise en conformité d'un puits à Canach est autorisée à l'emplacement indiqué sur l'extrait du plan cadastral annexé, selon les conditions suivantes :

Art. 2 : Conditions

1. Le code national de l'ouvrage est le FCP-133-14. Prière d'utiliser ce code pour toute correspondance future avec l'Administration de la gestion de l'eau (courrier, analyses d'eau, etc.).
2. La profondeur autorisée du forage est limitée à 70 m.
3. Une étude d'impact des prélèvements dans le forage sur les eaux souterraines est à finaliser dans un délai d'un an à compter de la date de la présente autorisation. Cette étude devra comprendre :
 - La réalisation de nouveaux essais de pompage dans le forage avec suivi de révolution du niveau de la nappe dans ce forage (installation d'une sonde de mesure en continu du niveau de la nappe), ainsi que dans un forage situé dans un rayon de 1 km pendant la durée des essais de pompage ainsi que pendant au minimum un mois après la fin de ces essais.

- La comparaison des résultats des nouveaux essais de pompage avec les données pluviométriques et les variations du niveau de la nappe dans le forage Doudboesch (FCS-123-16), qui est exploité dans la région pour la distribution d'eaux destinées à la consommation humaine par le SIDERE. Les données du forage Doudboesch sont à demander au SIDERE.
 - Au minimum une analyse complète de la qualité de l'eau de l'aquifère visé, les mesures mensuelles du débit de la source Lavoir (SCC-133-13) pendant une année
4. Le niveau de la nappe d'eau souterraine dans le forage est à mesurer tous les trois mois. Ces mesures de niveau sont à joindre à la déclaration annuelle à adresser à l'Administration de la gestion de l'eau avant le 1er avril de chaque année.
 5. Le forage est à entourer d'une clôture à une distance minimale de 5 m et la mangeoire située à proximité du forage est à déplacer afin de réduire l'accumulation d'excréments à proximité immédiate du forage et ainsi limiter les risques de contamination microbiologique des eaux souterraines.
 6. Afin d'empêcher toute contamination des eaux souterraines, les précautions ci-dessous sont à prendre :
 - Tout stockage de substances dangereuses pour l'eau est interdit dans un rayon de 10 m autour du forage.
 - Tout stationnement de véhicules, engins et machines est interdit dans un rayon de 10 m autour du forage.
 - Toutes infrastructures et constructions sont interdites dans un rayon de 10 m autour du forage.
 - Tout stockage de substances dangereuses pour l'eau, qui est situé à une distance comprise entre 10 et 30 m du forage, est à réaliser sur une aire étanche, munie d'une rétention suffisante pour contenir tout déversement accidentel ou fuite.
 7. Les eaux prélevées ne sont pas à considérer comme des eaux potables. Afin d'empêcher une contamination du réseau de distribution public d'eau potable, un système de distribution indépendant (séparation physique) est à mettre en place conformément aux prescriptions de la norme EN 1717.
 8. L'utilisation de l'eau du captage est limitée à l'abreuvement d'animaux, à l'arrosage et au nettoyage des surfaces et engins, qui ne sont pas en contact avec les denrées alimentaires. Le captage ne peut pas être exploité dans le cadre d'une activité commerciale ou publique (distribution publique d'eau destinée à la consommation humaine, nettoyage ou production de denrées alimentaires destinées à la vente ou encore nettoyage de machines, qui sont en contact avec des denrées alimentaires destinées à la vente, etc.).
 9. En l'absence de données récentes sur l'évolution du niveau de la nappe exploitée, la quantité maximale d'eau prélevée ne doit pas dépasser 100 m³/mois. En cas de dépassement de cette quantité, une nouvelle demande d'autorisation conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre a) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau est à introduire.
 10. Les quantités maximales indiquées ci-dessus peuvent à tout moment être réduites, et ce sans préavis, en cas de constat d'une détérioration de l'état des eaux souterraines et des masses d'eaux de surface tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif.
 11. Un dispositif de comptage du volume d'eau prélevé est à installer. Conformément à l'article 15 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une taxe de prélèvement, assise sur le volume d'eau prélevé annuellement, est à verser à l'Etat. Un relevé des prélèvements mensuels est à joindre à la déclaration relative à la taxe de prélèvement.
Tout changement de compteur est à signaler par mail (potable@eau.etat.lu) à l'Administration de la gestion de l'eau.
 12. Une nouvelle demande des volumes à prélever est à introduire, conformément à l'article 23, paragraphe 1^{er}, lettre a) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, avant la fin de validité de la présente décision et les informations suivantes sont à intégrer à la nouvelle demande :
 - volumes faisant l'objet de la demande,
 - relevé des volumes prélevés depuis l'entrée en vigueur de la présente décision,
 - relevé de l'évolution des niveaux de la nappe dans le captage,
 - étude d'impact précitée.

Art. 3 : Obligation(s) d'informer l'Administration de la gestion de l'eau

1. En cas d'abandon du forage, un colmatage est à effectuer selon les règles de l'art par une entreprise spécialisée. La méthodologie de colmatage est à transmettre à l'Administration de la gestion de l'eau (potable@eau.etat.lu) au moins deux semaines avant la réalisation des travaux.
2. En cas de pollution accidentelle (par exemple : déversement d'hydrocarbures, rupture de récipients, déversement de produits dangereux, fuites des eaux usées, déversement de purin/lisier, etc.), des mesures immédiates sont à prendre pour empêcher une migration des polluants en direction des eaux de surface et des eaux souterraines (par exemple : fermeture des vannes de sécurité, utilisation d'agglutinant d'huiles, excavation des terres polluées). L'Administration communale territorialement compétente, l'Administration de la gestion de l'eau (tél. : 112, email : pollutions@eau.etat.lu), l'Administration de l'environnement et, si nécessaire, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) sont à informer sans délai de l'incident.

Art. 4 : Information(s)

Le volume d'eau prélevé par an, compté à partir du 1^{er} janvier, est à déclarer par courrier à l'Administration de la gestion de l'eau avant le 1^{er} avril de l'année qui suit l'année pour laquelle la taxe est due, conformément à l'article 17, paragraphe 1^{er} de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Art. 5 : Validité

1. La présente décision est valable pour une durée de 1 an à compter de la date de la présente.
2. Conformément à l'article 23, paragraphe 3 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, la décision devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés
 - n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
 - ont chômé pendant deux années consécutives ;
 - ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
 - ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.
3. La présente autorisation a été accordée suivant la législation en vigueur au moment de son octroi. Toutefois, il convient au demandeur de s'assurer, tant avant le début des travaux que lors de la phase d'exploitation, que l'autorisation est toujours valable et qu'aucun changement législatif n'est entretemps intervenu ayant entraîné de facto la caducité des dispositions y contenues.

Art. 6 : Contrôles

L'Administration de la gestion de l'eau peut effectuer des contrôles conformément à l'article 61ter de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau afin de s'assurer du respect des conditions fixées par la présente décision.

Art. 7 : Limites

Cette décision couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes légaux ou réglementaires.

Art. 8 : Recours

Conformément à l'article 25 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, un recours contre la présente décision est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministre ou à l'administration ayant pris la décision. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de 40 jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur - Ombudsman. Cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, la rubrique « Recours contre un acte administratif » peut être consultée sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Art. 9 : Transmission


Conformément à l'article 24, paragraphe 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Art. 10 : Disposition abrogatoire

La décision n° EAU7AUT715/0440 du 2 novembre 2022 est remplacée par la présente.

Luxembourg, le **21 JUL. 2025**

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

Documents annexés :

- Formulaire F-AUT-GEN et G-AUT-FC
- Note explicative
- Mémoire technique du 12.06.2015
- Extrait de la carte topographique
- Extrait du plan cadastral
- Plan de situation